

**DAVID CAMERON EN AFRIQUE DU SUD ET AU NIGERIA :
Commerce d'abord, aide peut-être !**

Dr Yves Ekoué Amaïzo

Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »

19 juillet 2011

Les chefs d'Etat africains ainsi que la Banque africaine de Développement ont toujours appelé à une intégration régionale approfondie. Le Président Jacob Zuma d'Afrique du Sud est un inconditionnel de l'intégration régionale, ceci dans le cadre d'un soutien à la renaissance africaine. Avec la nouvelle participation de l'Afrique du sud au groupe des pays émergents (BRICS), il faut croire que la Grande Bretagne doit revoir son approche stratégique avec le géant économique du continent.

1. Commerce sans capacités productives

C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier la tournée africaine officielle et la visite en Afrique du Sud du Premier Ministre de la Grande-Bretagne¹, David Cameron, au pouvoir depuis plus d'un an. Cette visite est consacrée en priorité aux relations commerciales. On peut noter qu'il ne s'agit pas de développer les capacités productives africaines alors que ce point figurait dans l'important document du 1^{er} Ministre Tony Blair « *Commission for Africa* ».

En réalité, ce qui intéresse M. Cameron est de trouver des débouchés pour les produits de son pays et surtout de renforcer les liens économiques entre les pays du Commonwealth. Il n'est donc pas étonnant que le Premier ministre Cameron soutienne l'idée d'une zone africaine de libre-échange qui ne comprendrait qu'une partie des communautés économiques régionales notamment le Marché commun des Etats d'Afrique australe et de l'Est (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). En réalité, ces trois sous-ensembles régionaux devaient tôt ou tard procéder à une intégration, car plusieurs des membres appartenaient aux institutions régionales de plusieurs des zones en même temps, ce qui ne manquait pas de créer des conflits d'intérêts. Si cela devait se réaliser, le Produit intérieur brut de cette nouvelle méga-zone de libre-échange africain s'élèverait à 875 milliards de dollars soit près de 600 milliards d'euros².

Il faut saluer cette approche originale et intelligente du Premier ministre britannique qui privilégie les affaires (le business) aux dépens de l'aide au développement qui ne donne que des résultats très mitigés et contribue assez substantiellement à soutenir la corruption tant dans les pays du nord qu'en Afrique.

2. Intégration régionale africaine sans les pays africains qui retardent tout le monde

Avec 26 pays d'Afrique de l'Est et Australe qui se sont mis d'accord en juin 2011 pour transformer 600 millions d'habitants en consommateurs potentiels, il n'est pas possible de faire l'impasse sur le développement des capacités productives. A ce titre, il faut rappeler que la Grande-Bretagne a décidé officiellement de quitter l'Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel essentiellement pour des raisons d'absence de transparence et de mauvaise gestion. Mais cette décision intervient plusieurs années après le départ de cette même organisation des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie pour pratiquement les mêmes raisons. Aussi, il serait cohérent que le premier Ministre Cameron prenne appui sur les travaux de ses prédécesseurs contenus dans le rapport « *Commission pour l'Afrique* » qui a mis l'accent sur le développement des capacités productives en Afrique afin de contribuer à la création d'emplois décents et donc d'un pouvoir d'achat qui pourra soutenir cette noble vision du libre-échange dans cette partie anglophone de l'Afrique.

Prévu pour durer 5 jours plein, David Cameron a dû supprimer sa visite officielle au Rwanda, au Soudan du Sud et a malgré tout permis à sa délégation d'hommes et de femmes d'affaires de passer un peu moins d'une journée, une visite éclair au Nigeria. David Cameron, préoccupé par le dossier du scandale des écoutes en Grande Bretagne n'a pas eu le temps de préciser sa vision pour l'Afrique de l'ouest pour ce qui est l'intégration régionale. Il est resté dans les généralités en constatant la présence accélérée de la Chine au Nigeria et que la Grande Bretagne gagnerait à tirer parti de nouvelles synergies que peuvent apporter le « package » formé du triptyque : échanges commerciaux, aide et réformes politiques. Mais, tout le monde est resté sur sa faim car c'est justement cette constellation des politiques occidentales qui n'ont rien donné de véritablement significatifs dans les pays africains pour les populations africaines.

Compte tenu des relations dites « privilégiées entre l'Afrique de l'ouest » - notamment francophone - et la France, l'utilisation du Franc CFA, un vestige du Franc français qui lie l'essentiel des investissements dans la zone francophone au bon vouloir de Paris, il faut croire que la visite du Premier Ministre David Cameron est hautement stratégique. Il s'agit d'avancer dans le domaine de l'intégration régionale avec les pays volontaires comme ceux d'Afrique de l'Est et Australe tout en renforçant les liens dans le cadre du Commonwealth. A ce rythme, il n'est pas impossible que l'Afrique de l'Ouest francophone prenne énormément de retard surtout que le Nigeria, qui joue le rôle de locomotive dans la zone, peine à développer son industrialisation. Faut-il rappeler le Nigeria dort sur son secteur hydrocarbures et ne donne pas assez de priorité à l'acquisition de la technologie, du savoir-faire et d'un soutien effectif au développement des chaînes de valeurs ajoutées. C'est ainsi qu'au cours de la période 2005-2008, la croissance de la valeur ajoutée manufacturière de ce pays a régressé à 5,3 % contre 8,8 % pour la période 2000-2005³. Ce n'est pas avec les 4 % de part dans le produit intérieur brut

que le Nigéria pourra contribuer à soutenir la création d'emplois décents et indirectement soutenir l'intégration régionale compte tenu des inégalités dans la redistribution du pouvoir d'achat. Bref, le choix de David Cameron d'aller en Afrique du sud est judicieux au regard des changements stratégiques qui s'annoncent. Les vieilles politiques de pré-carré de la France continuent à s'opérer, par dirigeants interposés, qui risquent rapidement d'oublier que le monde est en compétition ouverte sur le marché global. Sur ce plan, la Grande Bretagne est en train de marquer un point déterminant vis-à-vis de ses partenaires européens encore versés dans un protectionnisme de la postcolonie.

Bref, 26 pays africains ont décidé de mettre un peu d'accélération dans leur intégration régionale et sont arrivés à la conclusion que ce sera plus facile en excluant les pays africains qui retardent tout le monde et/ou font semblant de soutenir l'intégration régionale, tout en téléphonant dans les capitales occidentales avant de poser un acte.

3. Entre Coopération trilatérale et Coopération triangulaire

Il faut savoir qu'il existe des formes nouvelles de coopération entre les pays du sud, entre les pays émergents et entre les pays émergents et l'Afrique. A côté de ces approches, il faut citer les formes originales que constituent la coopération trilatérale et la coopération triangulaire.

Ce que David Cameron tente de mettre en place serait plus proche d'une approche triangulaire à savoir un pays riche (Grande Bretagne) qui s'allie à l'Afrique du Sud (un pays émergent) pour investir ou soutenir un partenariat en Afrique. Face à cela, vous avez l'autre conception essentiellement promue par la Chine, l'Inde, le Brésil et même la Russie, qui consiste en une approche triangulaire où le pays émergent investit et renforce les structures de l'Afrique du Sud, qui alors sert de point d'entrée pour les produits chinois sur le marché africain. La nouvelle approche de David Cameron semble plus flexible pour s'adapter au cas par cas à des ajustements. Ce qui permettrait d'attirer inmanquablement les capitaux des pays émergents dont ceux de la Chine, du Brésil et de Turquie en Afrique du sud, afin de l'utiliser ~~l'Afrique du sud~~ comme une tête de pont pour pénétrer l'Afrique mais aussi pour résoudre les problèmes liés à l'environnement des affaires imprévisibles.

4. La transparence et les contre-pouvoirs rappellent les dirigeants à l'ordre

Malheureusement, la visite du Premier ministre David Cameron en Afrique du Sud a été écourtée, ce dernier étant rattrapé dans son pays, par le scandale des écoutes téléphoniques du journal de Rupert Murdoch *News Of The World*. La démocratie a quelque chose de bon en ce qu'elle peut obliger les dirigeants du monde à rendre des comptes et faire avancer la transparence. C'est aussi cela que la Grande Bretagne pourrait laisser en héritage à l'ensemble des dirigeants africains dont les pratiques sont souvent aux antipodes de la démocratie. Le



www.afrology.com

pouvoir des médias, les contre-pouvoirs qui ne peuvent opérer que sous les régimes de la liberté d'expression sont en fait les vrais garants d'une démocratie non-censitaire. C'est ainsi que la demande de transparence des citoyens sur le lien supposé entre le Premier ministre Britannique et le scandale des écoutes, devient une urgence pour crédibiliser la nouvelle approche stratégique et la vision britannique des relations futures avec l'Afrique. YEA.

¹ Ecouter aussi Dr Yves Ekoué Amaïzo, invité du journal de BBC Afrique (en Français) sur le voyage du Premier Ministre David Cameron en Afrique, voir BBC 19 juillet 2011, <http://www.bbc.co.uk/afrique/nos_emissions/2011/07/110719_invite19072011.shtml >, accédé le 19 juillet 2011.

² AFP, "Scandale des écoutes: David Cameron écourte son voyage en Afrique", in *Afriqinfos*, 18 juillet 2011, voir <<http://www.afriqinfos.com/articles/2011/7/18/brevesdafrique-182762.asp> > accédé le 19 juillet 2011.

³ UNIDO, *International Yearbook of Industrial Statistics 2010*, UNIDO: Vienna p. 44.